

Les caves oubliées de la Gestapo

Les caves des 347 et 453, avenue Louise avaient été transformées en cachots par la Gestapo. Juifs et résistants y étaient reclus entre deux séances de torture aux étages. Ces lieux vont - enfin - être classés.

Le 1^{er} avril 1944, André Wynen a 20 ans. Il rêvait d'étudier la médecine à l'ULB, mais l'université a fermé ses portes, refusant toute collaboration avec l'occupant. Le jeune homme tente lui aussi de résister aux forces nazies qui régissent alors Bruxelles et entendent le contraindre au travail obligatoire, comme nombre d'autres étudiants. Ce samedi-là, il participe à un transfert d'armes avec son groupe, les « Partisans armés ». Quinze heures. Coups de feu. Le corps d'un camarade sur le trottoir. La Gestapo, la sinistre police politique du III^e Reich, avait été avertie.

André Wynen est emmené avenue Louise. Là où la Siposd (police de sécurité administrée par la Gestapo) avait établi son siège durant l'occupation. D'abord au 453 puis, après le mitraillage aérien de l'officier belge Jean de Selys Longchamps, au 347. « Mon compagnon blessé et moi-même sommes conduits au 11^e étage, racontera le médecin rescapé des camps dans ses Mémoires, soixante ans plus tard. De peur de ne pas résister à la torture et de dénoncer nos camarades, mon compagnon se jette par la fenêtre. Quant à moi, je ne rentrerai pas dans le détail de ce qui s'est passé là, pendant 8 jours et 8 nuits, entre le 11^e étage et les caves, aux prises avec les méthodes classiques et appuyées par lesquelles on essaye de faire parler les gens. »

André Wynen a résisté. Malgré une semaine entière menotté dans le dos, sans manger. « J'aurais voulu crier ma rage. » Il n'écrira pas sur les murs de son étroit cachot. Mais d'autres ont laissé des traces de leur sinistre passage dans les caves de la Gestapo.

« Ai-je passé ici ma dernière heure ? »

« Alfons Van Goidsenhoven », « Ai-je passé ici ma dernière heure ? », « À ma chère femme, avant de mourir, à toi et mes trois enfants, dernières pen-

deportation. Très peu de gens en sont ressortis vivants », souligne Daniel Weysow, chargé de projet à la Fondation Auschwitz.

Le premier à avoir révélé l'existence de ces lieux de mémoire fut le réalisateur de films documentaires André Dartevelle. En 1996, lors du tournage du film *À mon père résistant*, le cinéaste et historien visita 4 des 20 caves de l'immeuble 347. Il prit quelques photos mais ne put ensuite jamais y retourner. Depuis, la Fondation Auschwitz et le Groupe Mémoire tentent de convain-

cre les habitants de les laisser à nouveau entrer. Si quelques propriétaires du 453 se sont montrés compréhensifs, les autres restent sourds. « Le moment est venu, à mon humble avis, d'oublier cette histoire tragique », écrira l'un d'eux à Daniel Weysow. Oublier : les associations ne peuvent s'y résoudre et cherchent à convaincre les propriétaires et les syndicats. Peine perdue. Craignent-ils une dévalorisation de leurs biens ? D'en être déposés ? D'être contraints de les transformer en musée ?

Rien de tout cela ne leur est pourtant demandé. « Notre but est de recenser toutes ces inscriptions murales et de les protéger, afin de faire entrer ces bâtiments dans l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, précise Daniel Weysow. Il n'est pas question d'en faire des espaces publics ou d'accueillir des visiteurs, simplement de laisser

les historiens les examiner. »

Procédure de classement d'office

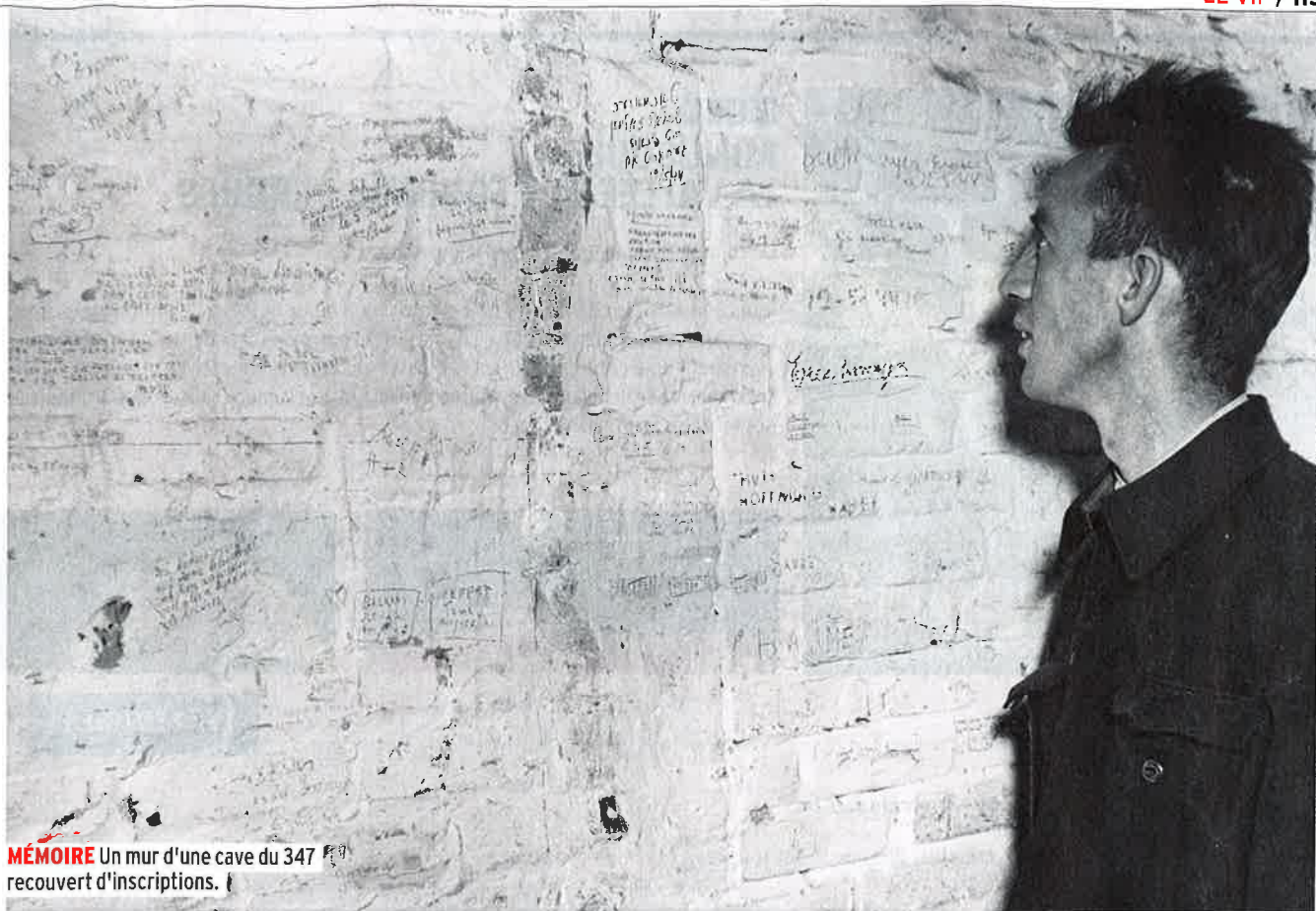
La Fondation Auschwitz et le Groupe Mémoire ont multiplié les initiatives. En organisant une journée d'études en 2011 puis en publiant ses actes, mais



LIBÉRATION Un soldat canadien examinant des effets abandonnés par la Gestapo au 347, avenue Louise.

MUSEE ROYAL DE L'ARMEE ET D'HISTOIRE MILITAIRE, N° INV. KL.M.NRA : 201270688

sées ». Des graffitis en français, en néerlandais, en hongrois, en polonais, en allemand... Si ces murs de chaux pouvaient parler, ils révéleraient le calvaire vécu par nombre de résistants, d'opposants politiques et de Juifs. « Après ces caves, c'était la mise à mort ou la



MÉMOIRE Un mur d'une cave du 347 recouvert d'inscriptions. t

MUSÉE ROYAL DE L'ARMÉE ET D'HISTOIRE MILITAIRE. N° INV KLJH-MRA-201270690

surtout en recourant au lobbying politique. « En mettant au jour ces caves, André Dartevelle pensait que cela suffirait à déclencher un mouvement politique favorable à leur préservation, mais il n'en fut rien », constate Claire Pahaut, historienne et secrétaire du Groupe Mémoire.

Les deux associations durent dès lors user de relais politiques. Via le sénateur Francis Delpérée et la parlementaire bruxelloise Julie de Grootte du côté du CDH, ainsi que la députée Viviane Teitelbaum au MR. Jusqu'à ce que le nouveau ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge du Patrimoine, le socialiste Rudi Vervoort, décide en janvier dernier de « forcer la discussion » en lançant une procédure de classement d'office.

Une procédure qui, en théorie, dispose de deux ans pour aboutir mais qui

pourrait être finalisée dans quelques mois, prédit le cabinet Vervoort. La direction des Monuments et des Sites est désormais occupée à rencontrer tous les acteurs impliqués. Puis, un relevé des traces sera effectué et des mesures de conservation seront déterminées. C'est sur cette base que le gouvernement bruxellois décidera (ou non) du classement. Les effets du déclenchement de la procédure sont cependant immédiats : les habitants sont désormais tenus de ne pas faire disparaître les graffitis.

Mais combien d'entre eux ont-ils déjà été recouverts d'une couche de peinture ? Et comment valoriser ceux qui perdurent ? Claire Pahaut a son idée : « Une plaque sur la façade pour rappeler ce qu'il s'est passé dans ces immeubles serait déjà une bonne chose. On pourrait aussi imaginer de recons-

tituer une cave virtuellement dans un musée et d'y projeter les inscriptions. » D'abord faudra-t-il que la procédure de classement aboutisse. Puis qu'aucun des propriétaires ne décide d'introduire un recours. « Depuis le début de la procédure, les choses bougent, se réjouit Daniel Weyssow. Cela semble franchement en bonne voie. »

Un jour, peut-être, d'autres immeubles feront l'objet d'une même procédure si l'on y découvre des traces de l'occupation nazie. La cour du 510, avenue Louise, où la Gestapo rassemblait manifestement ses prisonniers avant de les disperser dans différents lieux ? La prison de Saint-Gilles, où les résistants étaient retenus en attendant leur déportation ou leur exécution ? Le 6, rue Traversière, devenu une auberge de jeunesse, autrefois siège de la GFP (la police militaire secrète) où les caves servaient elles aussi de cellules ? Le 2, avenue Ernestine, premier siège de la Gestapo ? Bruxelles regorge de lieux de mémoire que leurs propriétaires ne sont pas pressés d'exhumer. •

Mélanie Geelkens

« Après ces caves, c'était la mise à mort ou la déportation. Très peu de gens en sont ressortis vivants »